

Charles Michel reste en piste jusqu'au 22 juillet

Le Palais a prolongé d'une semaine la mission de l'informateur. Qui progresse dans la plus grande discrétion. Le déblocage viendra-t-il des Régions?

BENOÎT MATHIEU

Ce n'est pas vraiment une surprise. Il faut dire que Charles Michel, désigné informateur le 27 juin par le Palais après l'échec, dans ce même costume royal, de Bart De Wever (N-VA), n'était pas attendu avec un rapport définitif sous le bras. Sa mission? «Examiner les formules possibles en vue de former un gouvernement.» Eh bien, de toutes parts, on confesse que les esprits ne sont pas encore mûrs pour quitter les sinuosités de la phase d'information afin d'attaquer l'accélération massive que représente une formation de gouvernement.

Sans surprise, donc, la mission du président du MR a été prolongée. «Sur proposition de l'informateur, le Roi l'a chargé de poursuivre ses travaux et de lui faire rapport le mardi 22 juillet 2014», précise le communiqué du Palais. Le voilà parti pour une nouvelle tournée de contacts informels. L'informateur n'en dira pas beaucoup plus — ni le MR d'ailleurs. Une discrétion de bon augure, analysent les optimistes. Car elle serait le gage d'une confiance retrouvée entre partenaires probables. «Cela change des déclarations tonitruantes de l'orange

bleue», en 2007», ironise cet observateur. Voilà qui serait le fruit du travail en sourdine de l'informateur: les gens se (re) parlent.

La peste ou le choléra?

C'est un bon début, mais ce n'est pas cela qui constitue un gouvernement. «LA» question reste: mais que veut le CD&V? Puisque Benoît Lutgen, le président du cdH, a violemment claqué la porte au nez de Bart De Wever et sa coalition de centre-

droit, il reste aux chrétiens-démocrates flamands à trancher entre la coalition «suédoise» — ou «kamikaze», si vous êtes du genre taquin — ou la «tripartite» traditionnelle. Pour ceux qui rentreraient de vacances, cela donne, à ma gauche, N-VA, CD&V, Open VLD et le seul MR côté francophone. Et à ma droite: l'alliance classique entre centristes (CD&V et cdH), libéraux (MR et Open VLD) et socialistes (PS et sp.a).

Ce qui revient, pour le CD&V, à départager la peste (être noyé parmi les «bleus») du choléra (lâcher la N-VA). Autant dire que la pression est forte sur le parti, et son leader naturel Kris Peeters. D'ailleurs, si le CD&V ne cherche pas à refileur la «patate chaude», il n'en cherche pas moins à la partager. «Ce n'est pas au seul CD&V de choisir la coalition, défend cet élu. Ce sont plutôt différents partis qui doivent se choisir et opter pour un

choix de société. Le CD&V n'a prononcé aucun veto. Contrairement à la N-VA, qui ne veut pas embarquer dans le même navire que le PS. Ou que l'Open VLD, qui n'accepte de monter au Fédéral que s'il intègre le gouvernement flamand. Plus il y a de veto, plus cela complique la donne et plus il y a d'eau à verser dans son vin par la suite.»

Bref, la partie n'est pas encore gagnée pour Charles Michel. Car tout le monde avance un petit peu à recu-

lons — la «suédoise» ne suscite pas un enthousiasme délirant pour l'instant. Une chose, toutefois, pourrait jouer en faveur de l'informateur. Dans la semaine qui vient, on devrait y voir plus clair à l'échelon régional. À Bruxelles, déjà, où le gouvernement devrait être installé dimanche. En Flandre, peut-être, Bart De Wever visant un accord au milieu de la semaine — même si Kris Peeters vient de calmer le jeu en rappelant que beaucoup de points devaient encore être tirés au clair. La Wallonie est aussi attendue. Des gouvernements régionaux bouclés, cela a le mérite de la clarté. Dans le style: non, l'Open VLD ne sera pas de la partie en Flandre — même chose pour le MR dans les deux autres Régions, soit dit en passant. Rendez-vous donc le lendemain de la fête nationale. Avec ou sans gueule de bois, il est trop tôt pour le dire.